



Infos et actions - Bulletin des Comités Locaux de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

Nouvelles d'un théâtre occupé

Le 1er avril 2021 : Cela fait trois semaines que nous occupons le CDN de l'Union à Limoges. Il est temps de partager un bilan d'étape sur notre expérience, mais aussi d'ouvrir des pistes sur la suite du mouvement. Il s'agit de faire comprendre que les revendications des occupantes et occupants vont bien au delà des questions culturelles ou sectorielles.

Sortir de notre zone de confort.

Je suis metteur en scène et comédien: il me serait beaucoup plus facile d'occuper le théâtre pour parler de culture, de mon métier, de démocratisation culturelle et pour uniquement réclamer la réouverture des lieux. Le public nous manque cruellement, ainsi que les plateaux et les scènes. Ce serait en soi normal que nous luttions pour notre secteur et au nom de la Culture.

Ce serait plus confortable aussi pour les médias: ils feraient des articles se concentrant sur l'importance de la culture, nous aurions de grandes tribunes d'Olivier Py et d'Arianne Mnouchkine dans Libé pour rappeler les vertus de l'Art et de la Résistance en citant Antigone.

Ce serait beau, réconfortant pour tout le monde.

Mai—Juin 2021

Bimestriel - N° 119

Sommaire	Page	Sommaire	Page
Occupation Union	1-2	Impuissance politique	11-13
Journal d'action	3-6	Bechdel ???	13
Liberté globale	7	Campagne pour une justice sociale ..	14
Foire Bio	8	Pétitions ultrariches	15
Ré intoxication du monde	9-10	Boutique / Agenda	16



Sauf qu'il ne s'agit pas de ça. Ou alors pas que...

Depuis trois semaines, ici à Limoges, se rencontrent des artistes auteurs, des intermittents de l'emploi, des chômeurs, des livreurs Deliveroo ou Uber, des étudiantes et étudiants, des intermittents du spectacle, des maternittentes, des militants... De tous les témoignages qui ressortent, un point commun éfrayant: l'étendue de la Précarité dans notre pays. De celle qu'on déplore dans les discours sur les plateaux, mais qui ici s'incarne dans des corps, des visages et des voix.

Il n'est pas anodin que la première des revendications de tous les lieux occupés soit le retrait de la ré-

forme mortifère de l'Assurance Chômage voulue par le Gouvernement. Je vous renvoie aux analyses sur Médiapart de Matthieu Grégoire qui en fait un décryptage passionnant.

Ce qui nous anime et nous révolte, c'est que nous ne pouvons qu'acter la mort d'un mythe. La Sécurité Sociale, celle des origines, de Croizat, est assassinée sous nos yeux et dans un silence assourdissant. Par décrets. Sans aucun débat, même à l'Assemblée.

Tout comme la destruction de l'hôpital par des lois toujours plus libérales nous a conduit dans le mur dans cette crise sanitaire (vous rappelez-vous les infirmières se fabriquant des blouses avec des sacs poubelles?), la destruction progressive d'une Assurance Chômage digne de ce nom nous conduit à ce qui s'avèrera la plus grave crise de pauvreté depuis le crash de 1929. Depuis un an, des secteurs professionnels empêchés par la crise sanitaire voient des milliers de travailleuses et travailleurs basculer dans la misère. Je pense au deux millions d'intermittents de l'emploi, tous ces travailleurs en contrats courts, qui n'ayant plus d'annexe au régime d'assurance chômage, n'ont pas pu être secouru comme les 120000 intermittents du spectacle. Que dire des artistes auteurs (plasticiens, écrivains....) qui eux, étant cantonnés à un statut d'auto-employés, n'ont eu droit à rien, aucune aide. Si nous avons encore un modèle social efficient, nous ne verrions pas ces images terribles de file alimentaires dans les facs.

Dans nos théâtres, nous voyons deux catégories emblématique du choix de société qui s'ouvre à nous: celle des salariés dont je suis, qui bénéficient encore d'un régime d'assurance chômage (pour combien de temps?) et celle des travailleurs sans statuts, uberisés et sortis du salariat, qui n'ont que leur force de travail pour survivre. Le gouvernement assume sa volonté d'accroître la précarité des seconds et s'attaquera bientôt aux premiers. Le monde d'après sera donc celui du 19ème siècle. Une jungle...

Nous sommes tous au pied du mur. Allons-nous continuer à assister impuissants à la destruction

par décret et par quelques ministres du modèle social dont nous sommes si fiers à l'étranger?

Le débat se passe dans les théâtres, soit. Ca doit bien être une lutte culturelle après tout.

Mais l'importance des enjeux est telle que la société entière doit, un an avant les présidentielles, sortir ce débat de nos lieux d'occupation.

C'est d'une urgence vitale pour des millions d'entre nous.

Il est urgent que collectivement nous sortions de notre torpeur.

Faisons en sorte que la prophétie d'Antigone ne devienne pas réalité:

"C'est reposant, la tragédie, parce qu'on sait qu'il n'y a plus d'espoir, le sale espoir."

Vous pouvez contacter les occupants du théâtre de l'Union et recevoir le planning à l'adresse : occupationunion@gmail.com

Vous pouvez aussi les retrouver aux midis en lutte du lundi au vendredi de 12h à 14h.

Une vidéo du chant des occupants de l'Union a été réalisée vous pouvez y accéder par ce lien ou le QR Code [https://www.youtube.com/watch?](https://www.youtube.com/watch?v=esSKL7tq3ZQ)



[v=esSKL7tq3ZQ](https://www.youtube.com/watch?v=esSKL7tq3ZQ)

N'hésitez pas à venir participer d'autres chants sont en projet.

Camille Ulrich a commencé un journal d'actions avec des dessins qu'elle a réalisés (ci-après).

par Renaud Frugier

DEBRIEF
de la rencontre,
au théâtre



Élise et Renaud
étaient présent.e-s,
l'occasion de nous
partager l'expérience
des CIP.



Dans les grosses CPAM ça fonctionne à flux tendu avec des agent.e-s en intérim, en contrats courts.

Chez Pôle Emploi on s'est battu.e-s pour avoir nos conseiller.ère-s attribué.e-s

Aucun.e agent.e ne connaît la loi, iels connaissent seulement leurs notices internes.



Or celles-ci sont bardées d'erreur et soumises à des interprétations personnelles.

Par exemple un directeur de caisse qui assimile l'art à du loisir

On négocie et on met à plat
tous les trois ans avec
Pôle Emploi.

À la CPAM non,
c'est le problème.



Je ne vais JAMAIS
devant un·e conseiller·ère
sans avoir d'abord
traité MOI-MÊME mon
dossier pour pouvoir
lui expliquer.



Mais nous sans les
groupes facebook
d'infos Artistes-auteurices
on serait complètement
perdu·e·s.



Concrètement,
Comment les CIP
se sont organisées?

Alors... Tout a commencé
en 2003, quand la suppression
des annexes 8 et 10*
a été annoncée

Ça a généré une lutte
qui a permis de se rendre
compte qu'au Pôle Emploi,
et partout, personne ne savait
comment on travaillait.



ON A DÉCIDÉ DE FONDER
UN MODÈLE QUI NOUS PARAÎSSAIT
PLUS JUSTE.

Il y a eu des comités
de suivi à l'Assemblée.

On a fait des études avec des sociologues,
des mathématicien·ne·s, des économistes,
pour obtenir un état des lieux complet,
et proposer notre modèle idéal.

À partir de là, on a créé
des commissions légistes dans
chaque CIP, des agents Pôle Emploi
bossaient avec nous de manière
officiuse.

Mais...

* les annexes des intermittentes du spectacle
dans le régime d'assurance chômage

Mais les organisations
et les syndicats d'artistes-
auteurices CONNAISSENT
les sujets.



Pierre,
Snap CGT

On est tous les
là, à bosser
bénévolement
aux syndicats
pour faire le travail
du service public.

Mais alors
comment ça se
fait que dans les
écoles d'art on
n'entende jamais
parler de vous ???



À l'ENSA à Limoges
quand on avait demandé
des interventions sur
nos métiers on nous
avait répondu "SURTOUT PAS",
il ne faudrait pas que vous croyiez
que vous allez pouvoir en faire
un métier

Ça dépend
des écoles...

Ça devrait être obligatoire...

En tout cas dans les CIP
on travaille avec les syndicats,
mais Renaud et moi on ne veut
pas être syndiqué.e.s, car on
veut des solutions pour TOUSTES
LES PRÉCAIRES, pas seulement
les artistes reconnu.e.s comme
tel.le.s (certains syndicats
du spectacle limitent en ce sens)



Et puis
la délégation de
lutte ne marche
pas dans nos métiers.

Les syndicats peuvent
nous défendre au niveau
national... Mais au bout d'un moment
iels sont fatigué.e.s et ne peuvent
pas tout prendre en charge.



Donc il faut se regrouper
hors syndicats pour s'entraider
et s'organiser.

À SUIVRE

La loi sur la Sécurité Globale vient d'être votée par les députés :

La Loi " **Sécurité Globale** " rebaptisée " **Loi pour une Sécurité Globale préservant les libertés** " (!!) * - La "liberté" ne s'use que si l'autoritarisme d'État l'écrase ou la bafoue ! La sémantique employée dans un texte liberticide n'y changera rien ! - Le Parlement l'a adopté le 15 avril à 75 voix pour et 33 contre, mais la bataille n'est pas encore terminée, il nous reste une voix juridique à explorer !

Les parlementaires d'opposition ont d'ores-et-déjà annoncé leur intention de déposer une saisine auprès du Conseil Constitutionnel dans le but de faire vérifier la constitutionnalité de la loi avant sa promulgation. **Les Collectifs 23 et 87** qui rassemblent de nombreuses Associations, Mouvements Citoyens -Citoyennes ou politiques en lutte contre cette loi démagogue, s'étaient mobilisés dès le 21 Novembre 2020 lorsque nous avons eu connaissance de cette loi liberticide, empreinte d'autoritarisme et anti-démocratique. Ne baissons pas la garde pour autant en nous associant à l'initiative de la **Coordination Nationale Stop Loi Sécurité Globale** qui dépose une saisine citoyenne, à laquelle nos associations ATTAC 23 et 87 membre des collectifs 23 et 87 qui se joignent au Niveau National pour déposer prochainement ensemble cette saisine. C'est le seul véritable contre-pouvoir institutionnel dans cette procédure, capable de mettre fin à cet affront sécuritaire : un travail conséquent a été nécessaire par les initiateurs-trices locaux afin de rassembler et coordonner les divers acteurs-trices et Associations concernées : un grand MERCI à celles et ceux qui ont initié une telle et courageuse démarche ! L'application de cette Loi si elle devait entrer définitivement en vigueur entraînerait de fâcheuses conséquences répressives (voir dramatiques) et des restrictions de libertés d'action à manifester, exprimer ses désaccords ou dénoncer des agissements autoritaires de la part de l'État ou de ceux censés les représenter. Nous en avons eu la triste et lamentable démonstration dernièrement à Limoges lors de la Manif Nationale (Pacifiste et non violente) de nos Camarades de la Confédération Paysanne accompagnés de pas mal d'associations, de citoyens-citoyennes militants-tes, de Paysans-Paysannes etc.... qui alors que l'autorisation venait de leur être donnée par les autorités présentes sur place (*allez-y, on assure votre sécurité !*) se sont fait charger, gazer et matraquer violemment pour certains,

par quelques «Robokops» furieux, haineux et agressifs, purement gratuitement ! Il a fallu que ce soient leurs propres collègues qui les « alpaguent » et les retiennent pour qu'ils arrêtent ce déchaînement sur nos camarades ! Les images (y compris FRANCE3) enregistrées par les téléphones portables ont choqué la plupart de ceux et celles qui ont pu les visionner : ça doit être le syndrome de Benalla ! Qu'en sera-t-il, lorsque même dans de tels cas aussi extrêmes les preneurs d'images seront condamnables aux yeux de la loi ? Ça avait commencé bien avant les dérapages sur les Gilets-Jaunes : nous n'avons plus affaire à des forces de l'ordre républicain au service des citoyens, mais bien à des forces de police-politique aux ordres d'un pouvoir autoritaire aux méthodes fascisantes ! C'est très grave « docteur » en terme de démocratie, mais il n'y a pas de vaccin contre ça.....Pour les septiques (ou les naïfs) qui croient encore que nous naviguons dans un monde des Bisounours, il va falloir tôt ou tard se réveiller, même si l'ambiance anesthésiante et lymphatique nous y incite !

** Le contenu de cette loi est effrayant : usage des drones et déploiement des caméras piétons par les agents de police, vidéosurveillance généralisée, renforcement des pouvoirs de la sécurité privée et de la police municipale.*

Grâce à vous et la coordination #StopLoiSécuritéGlobale, nous avons forcé Gérald Darmanin à saisir l'institution au sujet de l'article 24, qui menaçait la liberté de la presse. Devenu l'article 52, il n'est plus directement question de diffusion d'image mais de "provocation à l'identification". Son interprétation est restée néanmoins volontairement très floue et peut encore nuire à nos libertés.

Jipé





• AGROBIO 87 •



foires.agrobio87@laposte.net

Agrobio 87



Agrobio87 recherche Des Bénévoles !



Petites mains et gros bras seront les bienvenus
pour cet événement attendu

FOIRE BIO COCCINELLES ET CIE

- Distribution de flyers
- Mise en place de la foire
- Et bien d'autres missions !

**DIMANCHE
13 JUIN 2021**

**Esplanade du Mas
de l'Age
87270 Couzeix**

9H00

En mai dernier, à la sortie du premier confinement, alors que la machine économique et productiviste se réemballait de plus belle, un appel à agir contre la réintoxication du monde a été lancé et suivi par des dizaines de groupes à travers le pays. Le 17 juin, plus de 70 actions, occupations, blocages se sont déployés simultanément. Depuis, des collectifs se sont constitués, des résistances, un temps en pause, se sont réveillées, des projets destructeurs ont été arrêtés. Cette journée a matérialisé un rebond des luttes de terrain face à l'expansion dramatique de la crise écologique et au cynisme patent de "nos dirigeants".

De nouveau le 17 novembre dernier, malgré les obstacles et interdictions, des mobilisations aux 4 coins du pays sont parvenues à percer les murs du confinement.

Une constellation de collectifs impliqués dans la "dynamique des 17", réunie le 20 janvier dernier, a décidé d'un **appel commun à une nouvelle journée d'actions le samedi 17 avril.**

Alors que nos sociétés "modernes" semblent s'ancrer dans un état de semi-confinement permanent, que le lien entre le covid et la folie écocide n'est plus à faire, les sociétés marchandes semblent toutes prêtes à poursuivre l'empoisonnement du monde jusqu'à leur dernier souffle. Tandis que les leviers pour faire obstacle au ravage des milieux vivants sont anesthésiés par la virtualisation générale, le gouvernement propose de criminaliser le renouveau des mouvements d'actions écologistes et s'entête à faire passer en force la loi de sécurité globale (*). Dans une séquence historique où toutes les politiques affirment être guidées par l'urgence sanitaire, la France et les pays voisins poursuivent l'exportation de pesticides interdits sur leur propre sol, qui empoisonnent gravement près de 400 millions de personnes par an sur d'autres continents (**). Malgré les études officielles sur son caractère climaticide, les déclarations municipales et les actions directes pour la freiner, le déploiement de la 5G sur nos territoires ne fait qu'accroître encore notre dépendance aux écrans. Pourtant la numérisation des existences, que vient

cimenter l'ère covid, va de pair avec une perte dépressive des liens, du rapport à la terre et au vivant. C'est dans ces bulles que grandiront dorénavant les jeunes générations si nous ne faisons pas en sorte que le monde soit de nouveau respirable.

Sans attendre la levée de l'urgence sanitaire, des résistances locales renaissent de l'air du temps et de ses cris d'alerte. Le mouvement Stop Amazon se déploie aux 4 coins du pays contre l'implantation de nouveaux entrepôts, symboles de la dystopie moderne. A Gonesse, une nouvelle zad naît contre l'artificialisation des terres fertiles qui bordent encore le "Grand Paris". A Marseille, un McDonald's a été transformé en lieu de solidarité et de redistribution de nourriture par ses anciennes salariées (**). Autour de la raffinerie de Grandpuits, des militant-es écologistes et des syndicalistes en grève s'allient pour dénoncer le greewashing de Total (****). Elles nous rappellent à l'urgence de penser, avec les travailleurs des secteurs les plus toxiques, les mutations possibles des activités,

les réappropriations des lieux de travail, ainsi que les rapports de force à engager pour garantir des ressources et droits pendant les périodes de transition.

En venant réunir certains de ces fronts, en en faisant émerger d'autres, les mobilisations des 17 juin et 17 novembre ont dessiné une cartographie de sites de production destructeurs qui doivent s'arrêter, de milieux naturels – forêts, zones humides, terres cultivables – qui ne doivent pas être bétonnées, de projets insensés auxquels il faudra les faire renoncer... Nous savons que cela nécessitera de revenir régulièrement sur tous ces lieux, d'en habiter certains, d'en métamorphoser d'autres, de continuer à se coordonner et de lancer de nouvelles vagues de mobilisations encore plus amples et déterminées. C'est seulement à cette condition que nous parviendrons peut-être à maintenir des conditions d'existence possibles et désirables pour nous comme pour le reste du vivant, hors du nihilisme marchand.

Nous appelons donc une nouvelle fois les habitant.es des villes et des campagnes à informer et accentuer localement la pression sur les secteurs



qui leur semblent le plus évidemment empoisonnants et dispensables : cimenteries, usines de pesticides ou productions de gaz et grenades de la police, industrie aéronautique, publicitaire ou construction de plates-formes Amazon, unités d'élevage industriel, développements de l'industrie nucléaire, clusters développant le monde "sans contact"... **Nous appelons en ce sens le 17 avril à**

une troisième série d'actions, blocages, rassemblements et occupations contre de tels lieux de production, chantiers et infrastructures.

Même si localement le 17 avril ATTAC n'a pas créé d'événements nous luttons toute l'année contre les GPII, en communiquant, en mobilisant, ...

STOP PROJETS NUISIBLES IMPOSES



Liste des GPII Régionaux

Projets Abandonnés :

- * LGV Limoges-Poitiers
- * Enfouissement de déchets Nucléaires / Site du Longy (19)
- * Méthaniseur Limoges-Sud (*La Ribière*)
- * Usine à Pellets de Bugeat-Viam (19)
- * Site CHIMIREC Oradour/Glane (87) (*Centre de Transit de déchets Dangereux !*)
- * Contournement-Est de Limoges (Feytiat/Panazol)

Projets Suspendus :

- * Ferme-Usine des 1200 Taurillons de Coussay Les Bois (86) mais nouvelle demande en cours !
- * Mines-d' Or : Permis de Villeranges (23) abandonné mais remplacé par des recherches en grande profondeur (?!) soit disant « Géothermiques » mais par fracturation.....sur un périmètre beaucoup plus vaste, impactant jusqu'aux sources de l' Allier

Réalisés, en cours ou en Projet :

- * MELOFOLIA Parc d' attraction Musical sur 17 Ha à Chauffailles près de Coussac-Bonneval (Sud 87)
- * Serres à Tomates sur 8 Ha (Hors-sol) de Roziers d' Egletons (19) fonctionnent mais dont 1 des actionnaires à démissionné...
- * Ferme-Usine des 1400 Veaux de St Martial Le Vieux (23) soit disant en difficultés financières.....et dont les animaux vont se faire abattre en Bretagne !
- * Mines d' OR : Permis de Bonneval (87) Impactant une dizaine de communes sur plus de 261 Km2 , en cours de relance !
- * Hyperloop : Piste d' essais pour Train Hypersonic Droux (87)
- * Panneaux Photovoltaïques Industriels : sur près de 30 Ha à Oradour/Vayres (87) - Lac du Chammet (19) St Bonnet-Bellac (87)
- * Extension du Parc d'Activité de la Croisière (87/23) sur + de 73 Ha !

Il faut préciser que tous ces projets concernent l' Accaparement de Terres Agricoles le plus souvent et bien que beaucoup relèvent de projets privés , **ils bénéficient pour la plupart de fonds-Publics !**

Tous les projets qui ont été abandonnés l'ont été grâce à la résistance courageuse , à la lutte et à l'opiniâtreté des lanceurs d'Alerte, Collectifs et Associations (animées par des bénévoles) qui ne font pas que combattre ces projets Nuisibles , mais proposent surtout des Alternatives dans l'intérêt Général et le bien commun.

En écoutant Geoffroy de Lagasnerie (= GdL) lors de la matinale de France Inter le 30 septembre 2020, nous avons été séduit par ses positions. Ses propos semblaient faire mouche en entendant les réactions étonnées des journalistes habituels de l'émission : Nicolas Demorand et Léa Salamé.

Pour continuer notre réflexion sur le militantisme article dans notre bulletin n°115 « Ils veulent nous obliger à gouverner, nous ne céderons pas à cette provocation », nous avons donc décidé de consacrer un article à l'analyse de son livre : « Sortir de notre impuissance politique. »

Tout d'abord GdL décrit avec beaucoup de pertinence ce sentiment d'impuissance que nous ressentons : « Il existe en effet aujourd'hui une vérité à laquelle celles et ceux qui se situent du côté du progrès et de l'émancipation doivent se confronter avec lucidité: depuis quelques mois, peut-être plusieurs années, nous perdons les combats. Dans presque tous les domaines, les gouvernements mettent en place des mesures que nous savons être dangereuses, nocives ou non éthiques. Et pourtant, nous avons du mal à les empêcher, à les orienter vers des solutions plus acceptables: nous intervenons, nous protestons, nous manifestons ... mais cela débouche de moins en moins sur des transformations effectives. » et encore : « **Quand on s'engage et qu'on rencontre d'autres militants on voit bien qu'il y a ce sentiment décourageant que les enjeux sont trop grands, que les ennemis sont trop puissants, que les inerties sont trop fortes. (à l'image du fameux TINA :There Is Not Alternative» de Margaret Thatcher), induisant des comportements de retrait de désengagement . D'autant que « l'espace de la contestation est l'un des plus codifiés de la vie sociale » et que les gouvernants anticipent les réactions d'opposition qui s'inscrivent dans des « scénaris » qui semblent se répéter à l'infini et où chacun des protagonistes joue son rôle jusqu'à la caricature. GdL : « L'expression de la dissidence est déjà inscrite dans le système et donc en un sens déjà programmée par lui. ». Il y a aussi « l'inconscient sacrificiel de la scène politique » dont la forme extrême est la grève de la faim et la forme ordinaire est la grève. GdL : « La politique est dominée par une économie psychique doloriste au sein de laquelle il y a ce sentiment que la contestation doit coûter au sujet contestataire et que, surtout, plus elle coûte, plus l'action aura été vertueuse et efficace. Il y a cette tendance dans les milieux militants à évaluer la sin-**

cérité de l'engagement à la quantité de souffrance (ou de renoncement) subie par les militants, » A ces constats s'ajoute une dénégation ou une absence d'une prise de conscience de la nécessité d'agir autrement.

Pour repenser nos stratégies GdL propose de reconsidérer nos représentations et ainsi développer d'autres modes d'actions.

Nous allons reprendre ici quelques pistes ébauchées dans le livre .

Le positionnement.

S'il y a d'un côté « un mouvement social qui serait porté par les forces de gauche », il y a de l'autre, non « un ordre social qui serait le défenseur de l'ordre établi », mais un mouvement social réactionnaire qui se présente comme l'ordre établi ou comme « le bon sens », l'ordre naturel des choses (comme dirait Bourdieu avec le phénomène de naturalisation »). Keith Dixon a montré dans « Les évangélistes du marché » le rôle des *thinks tanks* (littéralement des « réservoirs de pensées ») ou des cabinets d'études dans le développement de la pensée néo-libérale auprès des élites européennes dans les années 70 (GdL : « un exemple réussi de subversion de la rationalité politique ») ; comme aujourd'hui le « libertarianisme », courant idéologique et patronal qui a financé la campagne du Brexit (« La finance autoritaire » M. Benquet /T Bourgeron).

Ne pas considérer l'obtention du recul d'une réforme liberticide ou réactionnaire (retraite, assurance chômage, loi de sécurité globale,...) comme une victoire, peut renforcer l'idée que la situation actuelle nous conviendrait.

Accepter la conflictualité des positions et des idées, « la politique est de l'ordre de l'antagonisme et de la lutte ». .

Le vocabulaire de la critique sociale

J-M Barbier : « Pierre Bourdieu avait l'habitude de dire qu'il faut examiner la part qui revient aux mots dans la construction des choses. ». GdL insiste sur le vocabulaire choisi pour dénoncer des injustices ou défendre des droits. Il considère que ce sont les élites universitaires qui peuvent produire des analyses qui ensuite irrigueront le débat social. Les principaux médias ayant une influence mineure. Comme beaucoup d'auteurs contemporains, nous ne partageons pas ce point de vue. Dans les démocraties, l'opinion publique est un enjeu ; en conséquence la com-

munication et l'information sont l'objet de toutes les attentions .Sans revenir sur un sujet maintes fois débattu, citons juste les propos d'**Hugues Marchal à propos du concept de « Sensure » forgé par Bernard Noël** : « le concept de "Sensure" témoigne d'un certain désespoir de la part de Bernard Noël sur la capacité de la parole à communiquer. Le concept de **Sensure** provient d'une critique de la société de communication comme un espace dans lequel le fait de donner parole à toutes les paroles et de mettre à l'égalité tous les discours mènent la parole importante à se perdre, et à se réduire finalement à du bruit. »

L'action directe

Une partie de l'ouvrage porte sur l'action directe. Nous amalgamons « plus ou moins consciemment s'exprimer politiquement (pétitionner , manifester, écrire, ...) et agir ». GdL : « L' action directe permet de ne pas se subjectiver comme sujet réagissant à l'État et cherchant à le stopper mais, au contraire, comme sujet politique qui pose sa légalité – qui, en quelque sorte, institue déjà le monde qu'il veut voir en place. » Les exemples pris par GdL s'appuient sur des combats qui effectivement ont imposé leur propre agenda mais qui ont et reposent encore sur des engagements très importants de ces militants : Assa Traoré pour l'enquête sur la mort de son frère Adama, Edward Snowden, Julian Assange, Chelsea Manning (GdL leur a consacré plusieurs livres), Carola Rackete de Sea Watch, Tiphaine Lagarde et Ceylan Cirik de « 269, Libération animale », association antispéciste ou encore Cédric Hérou (dans la vallée de La Roya). Nous pourrions ajouter à cette liste , tous les lanceurs d'alerte qu' ATTAC a soutenu dans nos campagnes contre la finance internationale comme Antoine Deltour . Tous ces militants (pour ne pas dire lanceurs d'alerte) posent plusieurs questions: quels prix (dans leurs vies personnelles, sociales et familiales) ces personnes ont dû payer pour livrer leurs combats ? Quelles mobilisations et quels soutiens ont ils réussi à obtenir ? Ces combats les ont exposé personnellement et une façon de discréditer leurs combats a consisté à « interroger » leurs personnalités et leurs parcours (notamment quand ils sont poursuivis par la justice).Jusqu'où sommes nous prêts à nous (individuellement et collectivement) engager



dans les combats que nous menons ?

Si, selon GdL, l'action directe n'est pas possible dans tous les combats (retraite , chômage,...) celle-ci « devrait peut-être constituer pour le mouvement social contemporain l'équivalent de la grève pour le mouvement ouvrier : la forme de référence, évidente, dont on aspire à démultiplier l'usage. Placer l'État face à une confrontation directe représente la modalité la plus susceptible de produire des effets réels – et si l'énergie mise dans les grandes mobilisations rituelles était investie dans l'organisation d'offensives ciblées, même de la part de petits groupes, peut-être nos protestations seraient-elles sensiblement plus efficaces. ».L'action directe peut prendre la forme d'actions juridiques et d'actions par le droit (ce qui est le cas de «L'affaire du siècle »).

L'action directe amène à se confronter au respect de la légalité , à la répression et à l'usage de la violence. En terme de stratégie ,GdL pose en priorité la question de l'efficacité et donc de la ba-

lance coûts/avantages dans chaque lutte sans en faire une question de principe a priori. Mais « l'illégalisme », la répression et l'usage de la violence peuvent ouvrir des fronts secondaires qui risquent nous éloigner des objectifs premiers .D'un « revers de phrase » (et de manière caricaturale) , GdL balaye la désobéissance civile et l'action non-violente comme inappropriées.

La montée en généralité

Ce que GdL appelle « la montée en généralité » est la démarche d'inclure un phénomène ,une lutte singulière dans un champ (un système) plus général pour le comprendre , l'analyser et construire une stratégie. Cette analyse (à dimensions historique et systémique) est construite « à l'aide de catégories vides – « l'État impérialiste », « le capitalisme », « le colonialisme », « le patriarcat » et « que, parfois, la montée en généralité conduit à une forme de devenir incantatoire de la pensée et à un éloignement du mouvement de tout objectif pratique, de tout changement possible. » GdL ajoute : « Car si nous nous entendons que nous devons défaire le racisme, l'impérialisme, le colonialisme, le néolibéralisme pour transformer les pratiques policières (par exemple) , eh bien, nous ne le ferons jamais et ne pourrons jamais le faire. »Et il termine : « L'aspiration théorique à la montée en généralité se traduit aussi par l'in-

jonction, rituellement adressée chaque fois qu'un mouvement apparaît, à la « convergence des luttes ». »

Cette critique de « la montée en généralité », bien que caricaturale illustre certaines situations que nous avons pu connaître. Néanmoins ces « catégories vides » ne sont pas aussi vides que ça, elles sont opératoires et peuvent à la fois se conjuguer entre elles sans s'exclure l'une l'autre et ne pas altérer la singularité de la situation et des acteurs. Inclure le combat d'Assa Traoré dans le combat contre le racisme, les violences policières et les politiques urbaines signifie juste une grille de lecture et une bataille dans des combats plus larges. Sur « la convergence des luttes », la réponse vient de Frédéric Lordon (« Pour favoriser une entente des luttes » Le Monde diplomatique mars 2021) : « Les divers rapports de domination sont si intriqués que les luttes en sont indistinguables en situation : allez de-

mander, par exemple, aux femmes de chambre noires en grève des hôtels Ibis de faire le tri de leurs « causes », ou de les hiérarchiser. Ce sont des complexes, ou des agglomérats, de dominations qui se donnent en pratique, si bien que lutter contre l'une est ipso facto lutter contre les autres. ». « Parce qu'il est placé en position supérieure dans la hiérarchie structurale, position d'où il remobilise à son profit toutes les autres dominations, le rapport capitaliste, de fait, organise et pratique... la convergence des dominations. »

En conclusion, le livre de GdL ne tient pas les promesses que son entretien à France Inter laissait envisager. Ses propositions trop univoques s'appuient sur des exemples pris à des époques différentes créent un anachronisme des stratégies proposées illustrant à contrario que la prise en compte du contexte politique et historique est un des éléments pour sortir de notre impuissance.

JPB

BECHDEL? C'EST QUI BECHDEL? UN CHIMISTE? UN TYPE CONNU ?

En ces temps de surconsommation de ciné à la maison, nous avons ressorti des films cultes et des vieilleries incontournables, des Tontons flingueurs aux Parapluies de Cherbourg, en passant par Sherlock Holmes et Batman. J'en viens, un soir, à dire que tout cela est bien beau pour enrichir ma pauvre culture cinématographique, mais qu'aucun de ces films ne passerait le test de Bechdel. Surprise : personne, dans mon entourage proche n'avait jamais entendu parler d'Alison Bechdel.

En 1985, en collaboration avec son amie Liz Wallace et s'inspirant d'« Une chambre à soi » de Virginia Wolf, Alison Bechdel, dessinatrice de BD, élabore et publie les trois critères qui constituent ce qu'on appelle depuis le « test de Bechdel ».

1 – Il doit y avoir au moins 2 femmes dans les personnages principaux et qui sont nommées au cours du film par leurs noms et prénoms.

2 – Elles doivent parler ensemble plusieurs fois dans le film.

3 – (et c'est là que ça se corse) Elles doivent parler d'autre chose que de leur histoire sentimentale avec les hommes du film.

Vous l'aurez compris, il ne s'agit pas seulement qu'une flopée de demoiselles en détresse batifolent tout au long du film au bras du héros, dans sa cuisine ou dans son lit ; il faut qu'elles fassent avancer l'histoire, qu'elles résolvent les énigmes, qu'elles élaborent des stratégies.

Fastoche, me disent famille et amis, je te trouve dix films d'ici demain...eh bien nous avons piteusement trouvé 8 films depuis ces quelques mois où nous décortiquons les scénarios et revisionnons des films dont on pourrait penser qu'ils pourraient convenir.

Depuis la mouture d'origine, Bechdel a fait des petits dont le test de Mako Mori, un peu moins exigeant, et celui de Sue Deconninck, scénariste, qui propose de remplacer chaque personnage féminin par une lampe de chevet et de voir si ça change l'histoire et sa compréhension !

Evidemment, ce test ne juge pas la qualité d'un film. Nous avons eu des déceptions, certains films dits « féministes » ne passent pas la barre ainsi que certains excellents films aux personnages féminins forts.

Les Minions passent le test haut la main, mais zéro pointé pour le Seigneur des Anneaux ainsi que pour presque tous les Harry Potter.

Ce test n'est donc pas à prendre au pied de la lettre, mais il allume une petite lumière qui éclaire quelque chose dont nous n'avons pas toujours conscience quand on regarde un film, quand on est concentré sur l'intrigue, le talent des acteurs ou la beauté des paysages.

A vous de jouer. A vos cassettes, dvd et téléchargements de toutes sortes. Bonne chasse !

Faisons payer les profiteurs de la crise

Plutôt que nous résigner et laisser le gouvernement nous diviser, nous pouvons nous mobiliser pour démasquer les profiteurs de la crise en pointant à la fois l'indécence sociale, fiscale et écologique des ultra-riches et les mesures du gouvernement qui continuent à les engraisser.



Les militants d'ATTAC87 ont profité du confinement et des promenades autorisées dans le rayon de 10km pour sortir les pots de colle et les affiches.

Oui nous avons profité de cette fin avril pour dénoncer et éveiller les conscience sur l'agglomération de Limoges. On ne le répétera jamais assez l'évasion fiscale est le cancer de notre société. Et nous pourrons changer les choses lorsque le plus grand nombre aura conscience de cela. C'est pourquoi près de 40 affiches d'1,2m de haut ont été placar-



dées sur les affichages publics et dans les rues de Limoges. On ne peut plus tolérer que les 1% les plus riches aient décuplé leurs fortune pendant la crise alors que le gouvernement prépare la population à une crise d'austérité sans précédent. De l'argent il y en a, allons le chercher là où il est. Les liens bougent dans le monde, même les Etats-Unis, un des pays les plus libéral au monde, commencent à prendre des décisions pour taxer les plus riches.

Le groupe d'animation d'ATTAC87 a réalisé une petite vidéo de cette campagne d'affichage, vous pouvez la retrouver en suivant le lien ci-dessous ou en scannant le QR code avec l'appareil photo de votre smartphone— <https://urlz.fr/fwTN>

N'hésitez pas à faire connaître cette campagne.

BLT





• Comment justifier de demander des efforts aux « premières et premiers de corvée », aux chômeurs·euses, aux mal logé·e-s, aux retraités·e-s, alors que la fortune des milliardaires français a augmenté de 175 milliards d'euros de mars à décembre 2020 ?

• Que des multinationales comme Amazon ou Netflix ont vu leurs bénéfices exploser grâce au confinement ?

• Que des grandes entreprises, évadées fiscales, versent des dividendes à leurs actionnaires ou licencient alors qu'elles bénéficient d'aides publiques ?

Il est inacceptable de demander à celles et ceux qui souffrent de la crise de se serrer encore la ceinture, tandis que les plus fortunés, les multinationales et leurs actionnaires s'enrichissent.

Nous, signataires, demandons au gouvernement de faire payer les profiteurs de la crise en mettant en place deux mesures d'urgence :

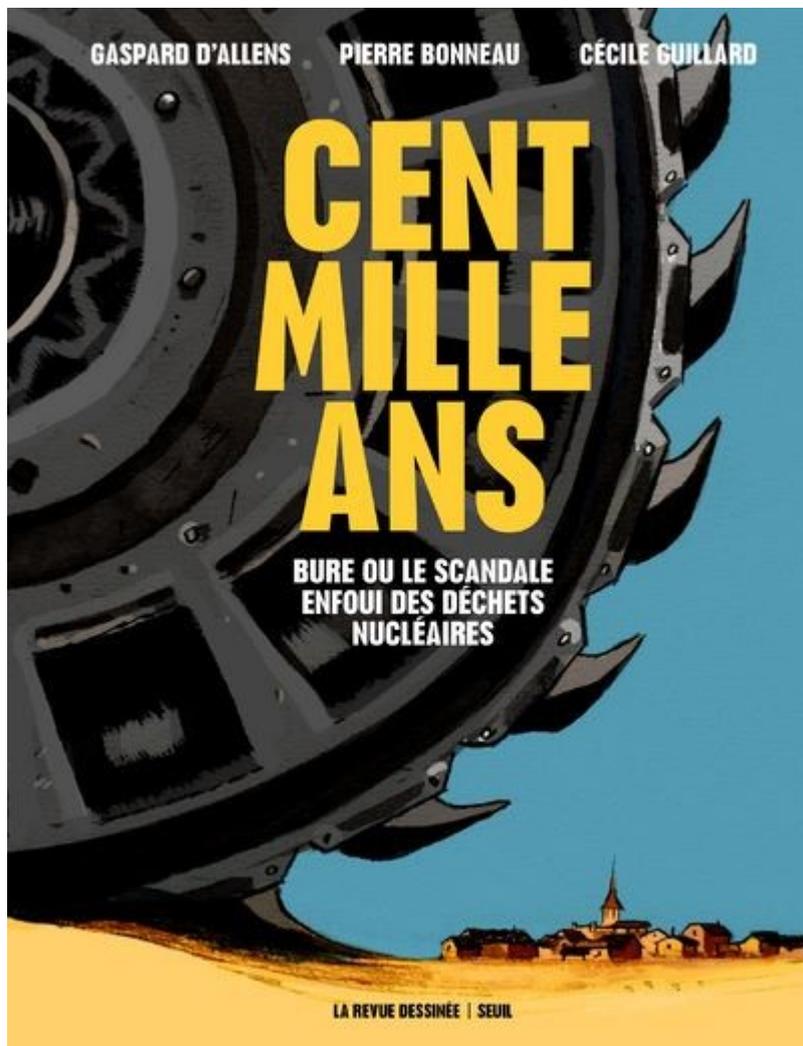
- une **taxe sur le patrimoine des 1% les plus riches** ;
- une **taxe sur le bénéfice exceptionnel réalisé par les multinationales** pendant la crise.

Ces recettes supplémentaires permettraient de répondre aux urgences sociales et sanitaires et de renforcer les services publics comme la santé ou l'éducation.

Faire payer celles et ceux qui se sont enrichis grâce à la crise du COVID, c'est aussi envoyer un message d'espoir en faveur d'une fiscalité plus juste capable de répondre aux enjeux sociaux et écologiques du 21^e siècle.

<https://france.attac.org/se-mobiliser/faisons-payer-les-profiteurs-de-la-crise/article/petition-et-si-les-ultra-riches-et-les-multinationales-payaient-la-crise-covid>





Cent mille ans. Bure ou le scandale enfoui des déchets nucléaires,

La revue dessinée de Pierre Bonneau, Gaspard d'Allens et Cécile Guillard - aux éditions du Seuil et La Revue Dessinée - 2020 - 152 pages, 19 cm x 25 cm.— disponible en Librairie

« *Andra dégage ! Résistance et sabotage !* » Ce slogan, c'est celui scandé par les participantes à la marche féministe et antinucléaire qui se déroule près du laboratoire de l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (Andra) en 2019.

Cet événement de la lutte contre le Centre Industriel de stockage Géologique (Cigéo) est raconté dans **une bande-dessinée qui rembobine les épisodes marquants de la mobilisation contre le projet d'enfouissement des déchets les plus toxiques, à Bure.**

Le coup de crayon de l'illustratrice donne vie à l'enquête factuelle menée pendant deux ans par un duo de journalistes en immersion dans la Meuse. Achat des élus, propagande à l'attention des enfants, terreur policière et magouilles en tout

genre : la BD se dévore comme un comics dans lequel l'agence publique financée par l'industrie nucléaire fait figure de grand méchant. Pourtant, les planches racontent la réalité d'un passage en force mis en musique par l'État et contre lequel une résistance locale s'organise.

A G E N D A M I L I T A N T

HAUTE-VIENNE

- **15 mai : marche contre Monsanto**
- **AG Attac87— reporté à de jours meilleurs** avec courrier spécifique en fonction des possibilités de salles et de l'évolution de la crise sanitaire.
- **Courant 2021** : festival cinéma d'attac87
- **5 Juin** : A Limoges commémoration de la commune (à suivre plus d'infos)
- **13 juin 2021** : Foire bio coccinelle à Couzeix

CREUSE

Tous les samedis matins : printemps des libertés 11h devant la Mairie de Guéret -Assemblée Populaire avec échanges d'infos qui se termine par un moment festif et culturel
Réunions du groupe Attac 23
Contact : attac23@gmail.com

CORREZE

Réunions d'Attac 19
Contact : [F. Perrin 06.83.72.81.08](tel:06.83.72.81.08)

HORS PERIMETRE

- Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités : du **18 au 22 août 2021** à Nantes
- **Du 26 au 29 août** : Assemblée générale, Journées d'été des Ami.e.s de la Conf' et Fête paysanne en Dordogne (24).